

Termes de référence

Analyse des enjeux de protection, d'éducation et de cohésion sociale

Localités du nord de la Côte d'Ivoire

1. Fiche signalétique

Titre:	Analyse des enjeux de protection, d'éducation et de cohésion sociale des populations des localités du nord de la Côte d'Ivoire.
Commanditaire de l'étude	SOS Violences Sexuelles et Asmae Association Sœur Emmanuelle
Objectif de l'étude :	Identifier et analyser les principaux enjeux de protection, d'éducation et de cohésion sociale des populations des localités identifiées.
Durée de l'étude :	3 mois : Septembre-Novembre 2022
Lieu de l'étude :	L'analyse de la situation se déroule dans trois régions du nord de la Côte d'Ivoire, à savoir le Tchologo, le Bounkani et le Poro. Elle concerne plus spécifiquement les localités de : - Tougbo, Moro, Bolé, Kafolo Sikolo, Nassian dans la région du Bounkani, - Ferkessedougou, Ouangolodougou, Kouara, Kagouara Lébara dans la région du Tchologo, - Korhogo dans la région du Poro.
Dernière mise à jour des Termes de référence :	20/07/2022

I- Contexte

SOS Violences Sexuelles (SOS VS) est une ONG de droit ivoirien créée en 1997 par Le Professeur Osséi KOUAKOU, Psychologue, Enseignant chercheur à l'Université Félix HOUPOUET-BOIGNY (UFHB) d'Abidjan Cocody. SOS VS a son siège social est à Abidjan, Yopougon Nouveau-quartier, Cité EECL, villa 302. Mue par le Respect, la Dignité, la Solidarité, et l'Assistance, toute Action de SOS VS vise à contribuer à développer un environnement où les droits de la femme et de l'enfant sont respectés. Au travers d'une approche basée sur le Droit et intégrant dans tous ses projets, la prise en compte des enjeux de genre et d'inclusion du handicap ainsi que la participation de la jeunesse, SOS Violences Sexuelles lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux enfants. A cet effet, elle a pour vocation d'intervenir partout en Côte d'Ivoire et même au-delà des frontières ivoiriennes. SOS VS est membre affilié du réseau ECPAT International, depuis 2001. A ce titre, elle a œuvré, en collaboration avec ECPAT France et ECPAT Luxembourg à l'étude portant sur l'analyse situationnelle de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales en Côte d'Ivoire, en 2016. Depuis 2007, SOS VS est partenaire stratégique et technique de Save the Children. Grâce à son appui, SOS VS a collaboré avec le comité multisectoriel de lutte contre le phénomène des enfants en rupture sociale (PPEAV) pour la réalisation d'une étude, l'élaboration d'un plan d'action national et la mise en œuvre de 80% des activités ; pour la réduction de plus 1000 enfants à risque ou associés aux gangs armés. Elle a mis en place l'application Allo 116 avec la Direction de la Protection de l'Enfant (DPE) pour l'information, le signalement et l'orientation dans la gestion des cas de violations des droits de l'enfant. SOS VS est devenue une institution forte qui prend une place prépondérante dans la rédaction de rapports internationaux de

la Côte d'Ivoire, dans l'élaboration et révision de certaines politiques : genre, participation de l'enfant, éducation, autonomisation de la femme. C'est dans cette dynamique d'action qu'elle collabore avec Asmae sur ce projet d'étude.

Asmae Association Sœur Emmanuelle est une ONG internationale créée en 1980 qui intervient pour le développement de l'enfance et de la jeunesse. L'action d'Asmae vise à soutenir les enfants et les jeunes vulnérables ainsi que leurs familles en apportant un accompagnement sur mesure aux communautés locales, aux entités et aux OSC. En partenariat avec des organisations locales qu'elle appuie, Asmae œuvre au renforcement des systèmes de protection et d'éducation (en zone d'urgence comme de développement). Asmae développe son action au travers d'une approche basée sur les droits, et intègre dans tous ses projets la prise en compte des enjeux de genre et l'inclusion du handicap. Elle intervient dans plusieurs pays : le Burkina Faso, la France, l'Egypte, l'Inde, le Liban, Madagascar et les Philippines. L'expertise d'Asmae est d'agir auprès des communautés en situation de forte et d'extrême vulnérabilité, marginalisées, affectées par les crises ou les conflits, ou en situation d'exclusion. Dans ce sens, Asmae souhaiterait analyser les enjeux existants afin d'avoir une description précise de la situation pour le développement d'interventions appropriées et pertinentes à même de répondre aux besoins des populations.

En effet, en Côte d'Ivoire, les inégalités sociales et économiques, ainsi que les inégalités entre les hommes et les femmes sont persistantes et marquées géographiquement, notamment dans les domaines de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de l'accès à l'emploi. Ainsi, les régions du Bounkani et du Tchologo se caractérisent par une vulnérabilité socioéconomique très forte (pauvreté monétaire, insécurité alimentaire et autres défis structurels et climatique). En 2018, la région du Tchologo était classée la cinquième plus pauvre du pays, et celle la plus à risque d'insécurité alimentaire. La région voisine du Bounkani, qui possède un niveau d'indicateur faiblement plus favorable, connaît également des tensions sociales qui accentuent la complexité du contexte.

De plus, la régionalisation du conflit au Sahel, et la menace du glissement de déstabilisation socio-sécuritaire aux frontières, vient accroître la pression et la vulnérabilité des populations de ces régions. En effet, depuis l'année 2021, la crise sécuritaire s'est accentuée dans la région des Cascades au Burkina, frontalière des régions du Tchologo et du Bounkani. Cela a entraîné des déplacements de populations en quête de sécurité vers les localités Nord de ces deux régions de la Côte d'Ivoire. La ville de Korhogo, dans la région du Poro, est également intégrée dans l'analyse car elle est la plus grande ville du nord du pays et un point de passage stratégique vers le Mali et le Burkina Faso. Au mois de juin 2022, le HCR par la voix de son représentant faisait état de mouvements de populations depuis le Sud-Ouest du Burkina vers les localités frontalières de la Côte d'Ivoire accentuant les investissements stratégiques humanitaires et de développement afin de prévenir la dégradation de la situation des populations. Au sein des populations exposées à un tel niveau de vulnérabilité, les groupes les plus à risques et les plus en besoin de protection et d'accompagnement restent les enfants et les femmes, notamment en situation de handicap.

L'objectif de la présente étude est donc de décrire finement le contexte dans les localités à l'extrême Nord, en particulier dans les régions du Tchologo et du Bounkani et dans la ville de Korhogo. Il s'agira d'analyser les principales caractéristiques des populations ciblées et d'identifier les enjeux en matière de protection et d'éducation (stratégies et acteurs existants, besoins des populations) tout en tenant compte des enjeux de cohésion sociale à même d'impacter les besoins et les réponses. Cette analyse permettra aux parties prenantes, acteurs de la protection et de l'éducation, d'élaborer des interventions appropriées et pertinentes afin de répondre aux enjeux de protection, d'éducation et de cohésion sociale au sein des populations.

2- Objectif général

Identifier et analyser les enjeux de protection, d'éducation et de cohésion sociale des populations vivant dans les localités à l'extrême nord des régions du Bounkani et du Tchologo ; ainsi que dans la ville de Korhogo.

3- Objectifs spécifiques

Pour répondre à l'objectif général, il est proposé de répondre à trois objectifs spécifiques :

1. Décrire le contexte socioéconomique des localités identifiées au travers d'une collecte des données générales existantes (profils des populations, indicateurs économiques et sociaux, etc.) ;

2. Identifier et analyser les enjeux en termes d'éducation et de protection de l'enfant, ainsi que leur portée (ampleur, nature, priorité), y inclus les perceptions des parties prenantes clés, les réponses existantes et les lacunes de celles-ci ;
3. Décrire la dynamique de cohésion sociale/conflit existante, en spécifiant la place des mécanismes endogènes, communautaires, étatiques et le rôle des principaux acteurs (leaders, femmes/hommes, jeunes, anciens, forces de l'ordre, etc.).

4- Résultats attendus

1. Une présentation fine du contexte des localités nord des régions du Bounkani et du Tchologo, ainsi que de la ville de Korhogo est disponible :
 - Le profil des populations (autochtones, en mobilité, déplacées, réfugiées, trajectoires de mobilité, sexe, âge),
 - Les services de base disponibles,
 - Les principales problématiques rencontrées par les populations selon leur profil.
2. Les principaux enjeux en matière de protection et d'éducation sont recensés :
 - La perception des communautés, acteurs communautaires et acteurs institutionnels sur les besoins existants.
 - Les besoins de protection des enfants, des adultes.
 - Les besoins d'éducation.
 - Les pratiques endogènes de protection.
3. Un état des lieux/une cartographie des services et initiatives existants dans le domaine de la protection et de l'éducation est proposée :
 - Cartographie des acteurs Institutionnels, ONG et OSC/OBC,
 - Identification des difficultés et besoins en renforcement de capacités des acteurs,
 - Identification des actions et priorités des acteurs étatiques, privés et/ou non gouvernementaux.
4. Les dynamiques de cohésion/conflit et les rôles joués par chaque acteur, les mécanismes endogènes favorisant la paix sont détaillés.
5. Des recommandations sont proposées afin d'intervenir auprès des enfants, des jeunes des ménages en extrême vulnérabilité. Ces recommandations porteront, entre autres, sur :
 - Les enjeux en protection et éducation des enfants et des jeunes par ordre de priorité,
 - Les acteurs communautaires et institutionnels présents sur place avec qui une collaboration est envisageable et/ou nécessaire,
 - Les points de vigilances à avoir dans le cadre du déploiement d'une intervention

5- Méthodologie et profil du cabinet/consultant

Pour cette analyse de situation, SOS Violences Sexuelles et Asmae sélectionneront un cabinet d'études, ou des consultants qualifié.e.s et ayant une expertise dans les études diagnostiques, analyses de situation, et autres types de recherches dans les domaines de la protection de l'enfance et des interventions d'urgence.

L'institut/ le cabinet/les consultant.e.s mettront en place une équipe qui devra définir la méthodologie et des outils de collecte de données. La méthodologie élaborée fera l'objet d'un atelier de validation par le comité de suivi. L'approche participative de cette méthodologie sera un élément déterminant du processus de sélection.

Outre les éléments proposés par le cabinet ou le/la consultant.e, la validation technique de SOS Violences Sexuelles et d'Asmae reste un prérequis notamment lors des étapes suivantes :

- Définition et cadrage de la consultance : clarification de la mission, calendrier de mission, identification des acteurs impliqués, contractualisation ;

- Amendement et validation des livrables : le/la consultant.e prévoira à cet effet dans sa proposition technique et financière, deux rencontres techniques internes d'amendement et de validation du document ainsi que l'atelier de partage et de restitution des résultats.

Profil recherché

Le cabinet et/ou les consultant.e.s en charge de la présente analyse devront :

- Justifier d'une expérience documentée et significative dans la réalisation d'analyse de situation, d'étude diagnostique multisectorielle, de diagnostic rapide pour des commanditaires institutionnels et humanitaires,
- Une expertise avérée dans le domaine de la protection humanitaire, de la protection de l'enfance en contexte de développement et en contexte d'urgence, et/ou en éducation (y compris ESU), et/ou en cohésion sociale,
- Une bonne connaissance de l'environnement institutionnel dans les domaines de l'éducation, de la réduction de la pauvreté et de la protection de l'enfant ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction, d'analyse et de synthèse ;
- Avoir une excellente maîtrise du français (oral et écrit) ;

Autres qualités requises :

- Sens de l'innovation en matière de rédaction de livrables (illustrations, schémas, logique) ;
- Des compétences graphiques, des compétences en infographie
- Une connaissance sur la question des enjeux de genre sera un atout
- Une bonne connaissance des régions ciblées est un atout non négligeable

6- Principes éthiques

La méthodologie proposée devra respecter et garantir l'application des principes éthiques suivants :

- 1/ respect de la politique de protection de l'enfant d'Asmae et de SOS Violences Sexuelles
- 2/ l'obligation d'informer est respectée ;
- 3/ des mécanismes pour garantir la confidentialité des données et des informations individuelles sont mis en place ;
- 4/ les personnes impliquées dans la réalisation et le suivi de l'étude sont des experts et des professionnels ;
- 5/ chaque participant donne son consentement pour participer à l'étude
- 6/ les activités liées à l'étude sont sans danger pour les participants ;

7- Durée de la consultation et chronogramme indicatif

L'analyse sera réalisée sur une période estimative de 2 mois, selon le chronogramme ci-dessous :

- Début septembre : signature de la lettre d'entente
- Mi-septembre 2022 : signature du contrat et rencontre de cadrage
- Fin Septembre 2022 : recrutement et formation des enquêteurs, collecte des données quantitatives et qualitatives
- Fin Octobre 2022 : saisie et traitement des données
- Début novembre 2022 : rédaction et soumission du rapport provisoire
- Mi-novembre 2022 : soumission du rapport final de l'étude et présentation des résultats de l'étude auprès des partenaires et acteurs lors d'un atelier

8- Les livrables

Les livrables seront au nombre de 8, à rendre dans les délais indiqués ci-dessous :

Livrables		Destinataires	Diffusion	Délais de livraison
Documents techniques				
I-	Méthodologie finalisée	Comité de suivi	Interne	Début de mission

2-	Les outils de collecte de données finalisés	Comité de suivi	Interne	Début de mission
3-	Un guide de l'enquêteur	Comité de suivi enquêteurs	Interne	Début de mission
Documents d'avancement/ de synthèse/ de diffusion				
4	Un rapport intermédiaire/provisoire	Comité de suivi	Interne	Novembre 2022
5	Un rapport final et une synthèse	Comité de suivi et réseaux des membres du Comité de suivi	Externe	mi novembre 2022
Ateliers/ Rencontres				
6	Un atelier de cadrage	Comité de suivi	Interne	Mi-septembre 2022
7	Une restitution provisoire des résultats	Comité de suivi	Interne	Début novembre 2022
8	Une restitution des résultats, de leur interprétation et des recommandations	Comité de suivi + parties prenantes	Externe	Mi-novembre 2022

8- Budget

Un budget estimatif de 8'000€, soit 5'250'000 f CFA, est envisagé pour l'étude.

10- Les mécanismes de communication et de suivi

Les personnes de contact pour cette consultation sont Professeur Ossei KOUKAOU, Président du Conseil d'Administration de SOS Violences Sexuelles; Rozenn Kiendrebeogo, Responsable projet partenariat (RPP) Asmae Bureau Pays, et Vanessa Boni Konaté, Responsable régionale Asmae.

Le coordonnateur et la RPP d'Asmae se chargeront de faire le lien avec les autres membres du comité de suivi.

Le cabinet, l'équipe, ou le/la consultant.e travaillera dans le respect des valeurs et du mode d'intervention spécifiques à SOS Violences Sexuelles et Asmae, en collaboration avec le coordinateur de l'étude et la RPP, personne contact d'Asmae, et en étroite collaboration avec les membres du comité de suivi.

11- Dossier, délai et conditions de soumission

L'offre technique comprendra :

- Une lettre de manifestation d'intérêt indiquant à la fois la motivation et l'engagement du prestataire à conduire la mission en toute indépendance et responsabilité dans le respect des délais ;
- Une note de compréhension de la mission, avec une description claire et précise de la méthodologie proposée pour la capitalisation, l'indication des différentes étapes de réalisation et un chronogramme réaliste et détaillé ;
- Un curriculum vitae de 4 pages maximum du/des consultants en charge de l'analyse, faisant apparaître uniquement les aspects pertinents en lien avec la mission définie dans les présents termes de référence ;
- Un document officiel attestant que le/la consultant.e est reconnu.e et est en règle vis-à-vis de la réglementation nationale ;

L'offre financière comprendra :

- Le détail des honoraires de la consultance ;
- Les coûts opérationnels (y inclus organisation des ateliers de restitution avec frais de déplacements des parties prenantes);
- L'analyse de la cohérence et de l'efficacité du budget ;
- Les modalités de paiement requis (NB : tout paiement d'Asmae par virement bancaire)

Le cabinet, le/la.les consultant.e.s individuel.le.s ou associé.e.s, intéressé.e.s par la présente offre sont invité.e.s à soumettre une proposition technique et une proposition financière séparée en version électronique au format PDF au plus tard le **vendredi 26 août 2022 à 17h30**, aux adresses suivantes: resp-pp.bf@asmae.fr et rr.burkina-mali@asmae.fr